

# LA METHODE POUTINE ECHOU EN UKRAINE

**Marie Mendras**

CERI/CNRS

L'Ukraine vit des journées historiques, extraordinaires. L'enjeu primordial est le respect de la volonté citoyenne et l'établissement d'un régime démocratique. Il ne fait aucun doute que Viktor Ianoukovitch, dauphin du Président sortant Leonid Koutchma, savait qu'il ne gagnerait pas l'élection en respectant les règles. Il avait donc décidé, il y a déjà longtemps, de ne pas les respecter.

Le Président russe avait fait le même constat et avait, dès l'été dernier, mis en marche sa machine de propagande pour assurer à l'avance le résultat du scrutin. Vladimir Poutine a plusieurs fois rencontré Ianoukovitch et Koutchma et a donné beaucoup de publicité à toutes ces rencontres. Il les a même invités à son anniversaire en octobre. Il a choisi de passer en Ukraine les journées précédant le premier tour en Ukraine. En direct à la télévision, il a expliqué aux citoyens d'Ukraine que leur régime était excellent, que les bonnes relations avec la Russie dépendaient de ce régime, et qu'ils devaient donc voter Ianoukovitch.

Poutine était tellement sûr de son fait qu'il affirmait le 6 septembre dernier, devant un groupe d'experts occidentaux, que la continuité devait prévaloir en Ukraine. Le lendemain, son ministre de la Défense, et très proche conseiller Serguei Ivanov, fut plus direct dans la réponse qu'il nous fit : « la situation en Ukraine est sous contrôle, aucun problème. Bien sûr l'opposition n'acceptera pas sa défaite, comme toujours les perdants disent que l'élection est truquée pour se justifier ».

L'obstination de Poutine à répéter que les résultats publiés par le régime Koutchma étaient honnêtes et transparents avait renforcé la conviction d'un scrutin manipulé. C'est bien parce qu'il connaissait parfaitement les méthodes utilisées –les élections en Russie en 2003 et 2004 n'ont pas brillé par leur honnêteté - qu'il a convaincu Ianoukovitch de passer en force en se serrant derrière lui pour franchir l'obstacle, grâce à ses larges épaules de Président de la Russie, soutenu par les gouvernants occidentaux.

Poutine a commis plusieurs graves erreurs d'appréciation, qui lui ont été dictées par son incroyable chance depuis 2000. En montrant sa détermination de « chef dur mais efficace et populaire », il lui a été facile de faire accepter par les Etats démocratiques de nombreuses mesures anti-démocratiques. Il lui a suffi de ne pas douter, de bluffer, de crier

son offuscation devant toute critique, pour bloquer la riposte des partenaires occidentaux qui, eux, ont fondé leur relation à Poutine sur la « confiance ». Nous avons, à l'Ouest, donné tant de marge au Kremlin -« nous ne pouvons pas nous mettre mal avec la Russie »- que nous nous sommes privés de capacité de réaction critique à chaque étape : Tchétchénie, Beslan et terrorisme, affaire Loukos, élections pipées, contrôle des médias, pressions sur les pays voisins.

Quand le Président russe apostrophe les dirigeants européens en les accusant d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Ukraine, c'est avec un grand éclat de rire qu'il faudrait lui répondre. N'est-il pas le premier à s'être bruyamment immiscé dans la bataille politique ukrainienne ? L'interférence outrancière du Kremlin a galvanisé les forces d'opposition et accru leur mobilisation.

Poutine a poussé trop loin sa tactique du passage en force avec le soutien inconditionnel au régime Koutchma. Il a projeté sur l'Ukraine l'analyse qu'il fait de son propre pays. Or, l'Ukraine n'est pas la Russie. C'est un grand pays de 48 millions d'habitants qui ne vit pas à l'heure russe, qui a sa propre vie politique, économique, sociale, culturelle. Même dans les régions plus fortement russophones de l'Est, les habitants s'identifient à l'Ukraine, ont un passeport ukrainien, travaillent en Ukraine. La société a montré sa capacité à dénoncer le système Koutchma et à revendiquer une alternative alors que la lassitude aurait pu pousser les gens, comme en Russie, à faire le gros dos.

Fort de son succès chez lui, Poutine n'a pas pensé que le scénario serait autre ailleurs. Il existe une différence majeure entre la réélection de Poutine en mars 2004 et la présidentielle ukrainienne. En Ukraine, le « candidat du pouvoir » était face à un rival de taille, Viktor Iouchtchenko, alors qu'en Russie aucun concurrent ne menaçait Poutine puisque les principaux rivaux avaient été éliminés de la course depuis longtemps. Il y a eu en Ukraine la tentation de faire de la présidentielle une élection sans choix : les menaces contre Iouchtchenko, l'empoisonnement dont il a été victime en septembre le montrent. Le candidat démocrate était vu comme un réel danger, et à juste titre, car il n'a pas le profil d'un dissident romantique. Iouchtchenko a dirigé la Banque centrale d'Ukraine puis a été Premier Ministre jusqu'en 2001 quand Koutchma le pousse à la démission. Il connaît très bien les rouages des administrations et les acteurs économiques de son pays. Il représente une alternance **politique** crédible.

Vladimir Poutine a probablement pensé que les puissants financiers et industriels sur lesquels s'appuient Ianoukovitch et Koutchma garantissaient un rempart imprenable car, dans un régime autoritaire oligarchique à la russe, politique et économie sont étroitement liées.

Le Président russe n'a pas non plus tiré les leçons de la chute de Chevardnadzé en Georgie en 2003 et de celle du Président serbe Milosevic en 2000. Rappelons que dans les

deux cas, le gouvernement russe a soutenu le Président sortant, vaincu par les urnes, au-delà du raisonnable. Rappelons aussi que L'Ukraine, contrairement à la Russie, a connu une alternance politique en 1994 quand Koutchma a gagné la présidentielle contre Kravtchouk, le Président sortant.

Le dos au mur après leur échec électoral, les perdants brandissent l'épouvantail d'une Ukraine coupée en deux, l'est prenant son autonomie ou se rattachant à la Fédération de Russie, et l'ouest (avec Kiev) devenant un pays tronqué se détournant de la Russie pour courir vers l'Europe. Ils ont même imaginé un référendum sur l'autonomie des provinces orientales. En venir à attiser la haine au sein de la société qu'on a gouvernée pendant dix ans montre qu'on est acculé. D'ailleurs, chaque jour des personnalités importantes du système Koutchma quittent le navire en perdition. Au sein de l'armée et des forces de l'ordre, nombreux sont ceux qui se rallient à l'opposition.

S'il est reconnu élu, Viktor Iouchtchenko ne sera pas le Président d'une moitié de l'Ukraine. Il a vécu dans les provinces orientales où la population n'est pas « russe » -au sens de ne reconnaître qu'une patrie, la Russie- mais russophone d'Ukraine (même à l'époque soviétique, l'identification à la république d'Ukraine était forte). Iouchtchenko n'est pas un catholique de Galicie occidentale mais un orthodoxe originaire de l'est de l'Ukraine.

L'Ukraine post-Koutchma ne sera pas anti-russe, maintiendra des liens commerciaux et culturels étroits avec les Russes mais se protégera des ingérences de Moscou. Elle n'a pas à choisir entre l'Est et l'Ouest mais entre la démocratie ouverte et l'autoritarisme fermé.

Si la Russie de Poutine se trouve à contre-courant aujourd'hui, c'est son choix, aucunement le nôtre. Nous pouvons nous déculpabiliser de cet « auto-isolément » du Kremlin, car c'est le résultat de l'autoritarisme du régime russe et non la conséquence de nos politiques européennes. Les dix nouveaux membres de l'Union, notamment la Pologne et la Lituanie, viennent de démontrer, par leur lucide dénonciation de la manipulation politique en Ukraine, que la démocratie est bien ce qui leur a permis de rejoindre l'Europe.